

## Vive la grève générale en Guyane !



**Suivons son exemple et unifions nos luttes : Tous Place de la République le 22 avril à 14 heures pour le premier tour social**

**Situation nationale**  
Mélenchon veut-il sortir de l'Union Européenne ?

PAGE 8

**Dossier spécial**  
En avant pour le premier tour social

PAGE 9 À 11

**International**  
Non à la réforme constitutionnelle en Turquie

PAGE 13

# Vive la grève générale illimitée en Guyane !

## Suivons son exemple et unifions nos luttes !

Depuis le lundi 27 mars, une grève générale illimitée a commencé en Guyane. Elle a été appelée par l'UTG (Union des Travailleurs Guyanais) qui regroupe 37 syndicats et le collectif « Pou la Guiyan dékolé » ( pour que la Guyane décolle ).

Comme l'affirme le Communiqué du collectif de Paris 3 pour le 1er tour social : « les manifestations massives et les grèves dans des secteurs stratégiques ont étendu le mouvement de colère à l'ensemble du peuple guyanais : écoles et boutiques fermées, barrages routiers, aéroports et ports bloqués mais également pêcheurs, agriculteurs sont

actuellement mobilisés !

L'unité et la détermination de la grève générale a contraint Arianespace à ajourner le lancement de la fusée Ariane 5, vitrine de la puissance économique de la France dans la région. »

Et le collectif de Paris 3 pour le 1er tour social de conclure : « Les travailleurs et le peuple guyanais nous montrent l'exemple, et nous indiquent le chemin à suivre. L'unité autour des revendications, les manifestations et la grève générale illimitée imposent un rapport de force au gouvernement afin de satisfaire toutes les revendications. »

La grève générale est si puissante que le matériel de propagande du premier tour de l'élection présidentielle ne sera pas distribué !

### Oui, le premier tour social a déjà commencé !

Grève générale illimitée du peuple Guyanais, 511 grèves par jour en France en moyenne la semaine du lundi 27 mars au vendredi 31 mars, et encore 423 par jour en moyenne la semaine du lundi 03 avril au vendredi 07 avril !

Rappelons aussi à ceux qui doutent encore des capacités révolutionnaires du prolétariat, que près de 10 millions de personnes ont suivi le débat

que la soi-disant majorité des travailleurs et des jeunes votent FN ?

Une chose est sûre, quelque soit le candidat mal élu, comme l'indique les mobilisations et grèves en cours, la lutte des classes ne lui laissera aucun répit et aura le dernier mot ! Surtout dans ce contexte de crise politique et institutionnelle sans précédent.

**Parce que, quel que soit le candidat élu, il sera élu par défaut. Parce que, quel que soit le candidat élu, il se soumettra à la loi du Medef et de l'UE, nous appelons à l'abstention et à prendre la rue pour imposer notre programme !**

## Pour une Europe des Travailleurs et des peuples !

Lors du dernier débat télévisé, Mélenchon s'est recentré pour élargir sa base électorale et s'est prononcé clairement pour une « réécriture » des traités européens. En bon chauvin qui défend sa bourgeoisie nationale, il a défendu « la question centrale de la puissance de la France ».

« Quant à N. Arthaud et P. Poutou, ils ont tous les deux relativisé la responsabilité de l'Union européenne dans la crise

économique et sociale. « Ce n'est pas l'Europe qui force le patronat à aggraver les cadences », a dit la candidate de LO (...) Celui du NPA a lui aussi évoqué les « capitalistes nationaux » mais a malgré tout appelé à une « autre Europe, contre les banques et les capitalistes » (Mediapart).

En résumé, LO et le NPA, nient tout simplement la réalité de l'Union européenne capitaliste, les directives anti-

ouvrières et anti-démocratiques de l'UE, tout comme leur rejet par l'immense majorité des travailleurs d'Europe !

Pour notre part, nous pensons qu'il faut dénoncer l'UE et ses institutions (BCE, Commission Européenne, CES...), non comme une structure supra-nationale, mais comme un cartel des bourgeoisies qui permet d'attaquer conjointement la classe ouvrière au sein des différents états.

D'un point de vue socialiste et internationaliste, se battre pour la rupture avec l'UE, ce n'est pas le repli national, la fermeture des frontières et le protectionnisme. Rompre avec l'UE, c'est avancer le mot d'ordre d'un gouvernement des travailleurs, issu des mobilisations, à l'échelle du continent. C'est le contenu du mot d'ordre d'États-Unis Socialistes d'Europe.

### L'Internationaliste

Bulletin du Groupe Socialiste Internationaliste - Section Française de l'Unité Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (GSI-UITQI) publié par l'association loi 1901 APLIDO c/o AGECA service boîte postale 177, rue de Charonne 75011 Paris (adresse pour toute correspondance) Courrier électronique ( E-mail ) : [contact@gsi-uitqi.org](mailto:contact@gsi-uitqi.org) Site Web : <http://www.gsi-uitqi.org/> Clôture rédactionnelle le vendredi 7 avril 2017 - Directeur de la publication : Julien FLAMBEAUX - Infographie : Julinho Dépôt légal à la parution : ISSN N° 2268 - 0705 Imprimé par COREP - 89 Rue de Tolbiac 75013 Paris - France

télévisé du 20 mars et 6,3 millions celui du 5 avril avec les 11 candidats.

Qui osera encore affirmer, comme les médias bourgeois, que ceux qui font grève - et qui s'abstiennent- ne s'intéressent pas à leur avenir, ou encore,

**Tous à Paris place de la République le 22 Avril pour préparer le premier tour social !**

# Revue de Presse Sociale

« La lutte de classe est nationale dans sa forme et internationale dans son contenu » K. Marx



Manifestation des enseignants à Buenos Aires

**Par Denis**

Dans plusieurs pays d'Amérique du Sud, on assiste à une augmentation des tensions sociales. En Argentine, au Brésil, au Chili notamment, les travailleurs et les jeunes sont en train de se mobiliser massivement contre les politiques d'austérité mises en place par les différents gouvernements.

Ceux qui avaient considéré qu'il y avait un virage à droite en Amérique Latine, voient leur analyse être démentie par les faits. Après les trahisons des courants néo-réformistes du continent qui ont, en réalité, gouverné dans l'intérêt des capitalistes, ce que l'on voit c'est que les travailleurs prennent leur destin en main, s'organisent, se mobilisent, manifestent, font grève etc.

**Au Brésil**, il y a eu deux journées de manifestations massives contre les mesures d'austérité prises par le gouvernement Temer. Le nouveau président brésilien a notamment fait voter le gel des dépenses publiques sur les 20 prochaines années, et désormais il veut repousser l'âge minimum de départ à la retraite de 54 à 65 ans. Temer prend ses mesures dans un

contexte social tendu : le chômage a battu un nouveau record, à 13,2 % de la population active, soit 13,5 millions de personnes.

Les 15 et 31 mars, ce sont des centaines de milliers de personnes qui ont défilé à Rio de Janeiro, São Paulo, Belo Horizonte, Brasília, Porto Alegre, à l'appel des syndicats contre les mesures d'austérité. Une journée nationale de grève est appelée pour le 28 avril prochain.

**En Argentine**, les enseignants sont en grève depuis plusieurs semaines pour exiger une augmentation de 35 %, alors que l'inflation a dépassé 40 % l'année dernière. L'année scolaire n'a toujours pas pu commencer à Buenos Aires et les cours sont fortement perturbés dans de nombreuses provinces. Le 21 mars, près de 400 000 personnes ont participé à une manifestation nationale des enseignants. Les mobilisations sociales dépassent le secteur de l'éducation.

En effet, c'est toute la politique d'austérité mise en place par le président M. Macri qui est massivement rejetée par les travailleurs. Le jeudi 6 avril, une journée nationale de grève est appelée par plusieurs syndicats pour

dénoncer les coupes budgétaires et le gel des salaires.

**Au Chili**, ce sont les travailleurs de la plus grande mine de cuivre du monde qui ont été à la pointe de la contestation sociale. Pendant 43 jours, les mineurs de Escondida ont cessé le travail, empêchant la production de 110 000 tonnes de cuivre. Ils réclamaient le maintien de leurs salaires et de leurs temps de repos. La direction a refusé de céder à leurs revendications. En vertu d'une clause du code du travail, ils sont arrivés à maintenir leurs conditions de travail et que ces conditions s'appliquent aux nouveaux embauchés.

**En Europe**, c'est en France que la situation de la lutte des classes est la plus tendue. Mais dans d'autres pays, les travailleurs se mobilisent contre les mesures d'austérité et les mauvaises conditions de travail. C'est notamment le cas au Royaume-Uni et en Allemagne.

Les médias français ont complètement passé sous silence, une manifestation massive pour la défense de la santé publique, qui s'est déroulée à Londres. Le 4 mars, quelques 250 000

## Sommaire

- **Édito**
  - Vive la grève générale illimitée en Guyane ! Suivons son exemple et unissons les luttes .... p.2
- **Lutte des classes**
  - Revue de presse sociale ..... p.3
- **Jeunesse**
  - Dans les Universités, fusion et sélection, même combat ..... p.5
  - Paris 3, un bilan d'étape ..... p.5
  - Marche pour la Justice et la Dignité, nous y étions ..... p.6
  - Interview de Laura et Mélodie, militantes de Solidaires Étudiant-e-s de Paris 3 ..... p.7
  - De nouveaux élus dans les UFR et les départements à Paris 3 ..... p.7
- **Situation nationale**
  - Mélenchon veut-il sortir de l'Union Européenne ? ..... p.8
  - 29 mars : un premier meeting étudiant pour préparer le premier tour social ..... p.9
- **Tribune libre**
  - Urgence dans les universités : les directions syndicales doivent appeler à la grève ..... p.11
  - Solidarité avec le peuple de Guyane ! ..... p.11
- **International**
  - Cent ans de la révolution russe ..... p.12
  - Turquie : Pour la victoire du NON au référendum sur la réforme constitutionnelle ..... p.13
  - Venezuela : nous rejetons les décisions du TSJ ..... p.14
  - Quel avenir pour la Guyane « française » ..... p.15



<http://www.gsi-uitqi.org>

personnes, venues de tout le pays, ont manifesté dans les rues de la capitale britannique, pour dénoncer les coupes budgétaires drastiques imposées par le gouvernement dans le domaine de la santé. L'équipe de T. May prévoit d'opérer 20 milliards de livres de coupes dans la santé et la sécurité sociale. De telles mesures ont pour objectif de privatiser le NHS (National Health Service) anglais.

**En Allemagne**, c'est encore le secteur aérien qui a été à la pointe de la mobilisation sociale. Quelques mois après la grève massive des travailleurs de la compagnie aérienne Lufthansa, ce sont les travailleurs au sol des aéroports de Berlin qui ont cessé le travail pendant plusieurs jours au mois de mars.

À l'appel du syndicat Ver.di, ces 2000 travailleurs affectés au chargement des bagages et à l'enregistrement se sont massivement mobilisés, entraînant la suppression de plusieurs centaines de vols dans les différents aéroports de la capitale allemande. Ils réclament des augmentations de salaire.

**En France**, l'aiguïsement de la lutte des classes atteint un niveau inédit, et ce à plus forte raison dans un contexte pré-électoral. Depuis près de 10 ans que cette rubrique existe, jamais le nombre de grèves observé dans ce pays n'a été si élevé. Quotidiennement, ce sont plus de 150 grèves qui se déroulent sur l'ensemble du territoire, comme s'en fait l'écho le site du 1er Tour Social.

L'écrasante majorité de ces mobilisations est pourtant passée sous silence par les médias. Ces grèves, ces rassemblements, ces débrayages sont souvent isolés,

mais ils indiquent la volonté des travailleurs de se battre pour leurs conditions de travail, pour leurs emplois, pour leurs salaires, pour les services publics.

Toutes les conditions sont réunies pour interpeller les directions syndicales, et exiger d'elles qu'elles construisent le rapport de force pour faire aboutir les revendications des travailleurs et s'opposer aux politiques anti-ouvrières mises en place par les différents gouvernements.

Plus que jamais la lutte des classes encadre l'élection

l'aéroport de Cayenne ainsi que la base spatiale de Kourou. Les travailleurs exigent du gouvernement un plan d'investissement de 2,5 milliards d'euros pour la santé, l'éducation, pour le développement. Ils ont exigé que des membres du gouvernement viennent négocier à Cayenne. Pour le moment, le gouvernement a opposé une fin de non-recevoir à ces revendications. Le mouvement s'est durci. Les travailleurs de Guyane montrent la voie.

Meaux, Courbevoie, Val Parisis ont cessé le travail.

Généralement ce sont les détériorations des conditions de travail et les réorganisations de services qui sont au centre des revendications des travailleurs.

Des employés municipaux de différents services de Nantes, Nevers, Villiers-sur-Orge, Fleury-les-Aubray, de Saint-Denis, de Lyon, de Château-Thierry, de Pessac, d'Amiens, du Mans, de Marseille, de Grenoble ont cessé le travail pour des raisons diverses. L'ensemble des revendications dénonce les

manques de moyens humains et matériels, les réorganisations de service, les bas salaires. L'ensemble de ces éléments correspond aux conséquences de la décentralisation et de l'austérité dans les services publics.

Dans l'industrie, il y a eu des grèves à l'usine DCX Chrome de Marly, chez Eureenco à Sorgues, chez Candia à Clermont-Ferrand, chez Yara, à



Les travailleurs de l'usine Endel à Dunkerque en grève pour leur salaire

présidentielle. Il existe la possibilité de s'appuyer sur ce mouvement de fond pour ouvrir une perspective politique indépendante pour la classe ouvrière et la jeunesse, en rupture avec l'UE, ses politiques et le capitalisme.

L'élément central de la situation française est bien évidemment la mobilisation de la population guyanaise. C'est une grève des travailleurs de l'énergie qui a servi de point de départ à ce mouvement de grève à la mi-mars. Puis, la grève générale illimitée a été décrétée par un collectif de plusieurs syndicats, dont l'Union des Travailleurs Guyanais, et d'organisations telles que le collectif des 500 frères.

Les manifestants ont, entre autres, bloqué le port et

En France métropolitaine, tous les secteurs sont touchés, à des degrés divers, par des mouvements de grèves. Les secteurs de la santé, où les mobilisations depuis le début de l'année se comptent par centaines, de l'énergie, des collectivités territoriales, de l'industrie sont particulièrement touchés.

Le 7 mars, moins d'un mois et demi avant le 1er tour de l'élection présidentielle – ce qui est inédit – les syndicats de la fonction publique ont appelé à une journée de grève. Près de 40 000 personnes ont défilé à Paris, 4000 à Toulouse, plusieurs milliers à Marseille, Lyon, Lille, Nantes.

Au cours du mois de mars, les éboueurs de Marseille, Nantes, Grenoble,

Pardies-en-Béarn, chez Simmons à Saint-Amand-les-Eaux, chez Nicoll à Cholet et la liste peut encore être très longue. Qu'il s'agisse de mobilisations pour des hausses de salaire, pour l'amélioration des conditions de travail, contre des fermetures d'usine, le nombre très important de conflits atteste de la grande combativité des travailleurs.

Quel que soit le résultat de l'élection présidentielle, tout indique que les mobilisations vont continuer. Plus que jamais la question de l'unification des luttes est posée. L'appel du 22 avril pour le 1er tour Social va dans ce sens.

# Dans les universités, fusion et sélection, même combat !



## Par Loïc

En octobre 2016, un accord a été signé entre l'UNEF, la FAGE (nouveau syndicat étudiant majoritaire), le SNESUP, la CFDT et l'UNSA, mettant en place la sélection à la fin de la 3ème année de Licence pour la rentrée de septembre 2017. (Voir L'Internationaliste n°169). Cet accord a été transcrit dans la loi du 23 décembre 2016 « portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat ».

Ce nouvel accord concernant la sélection des étudiants est la conséquence directe du processus de destruction / privatisation de l'enseignement supérieur.

Cette politique se traduit à la fois par des coupes financières dans l'enseignement supérieur et par le renforcement du poids du patronat dans les Conseils d'Administration.

En 2007, « l'autonomie » des universités a été mise en place, puis en 2013 la loi Fioraso a exigé des universités de se « regrouper ».

En 2016, pour accélérer ce processus, le gouvernement Hollande a contraint les universités à fusionner. C'est pour cette raison que se déroulent aujourd'hui, toutes les mobilisations.

**Pour le gouvernement, la fusion étant entérinée, il a pu passer à l'étape suivante : le renforcement de la sélection des étudiants !**

Les prochaines attaques sont déjà en préparation. La Conférence des Présidents d'Universités a écrit, le 21 février, une « adresse à un futur président de la république » dans laquelle elle réclame encore plus de sélection en licence, couplé à la hausse des frais d'inscription !

Il faudrait donc être naïf, aveugle, de mauvaise foi, ou tout simplement être au PS, pour dire que la fusion des établissements universitaires et la sélection des étudiants sont deux choses différentes, ou qu'il y a quoi que soit de positif dans ces contre-réformes.

Face à un processus d'une telle ampleur, issu directement du Ministère de l'Enseignement Supérieur et du patronat, bloquer les Conseils

d'Administration localement pour reporter les votes n'est pas suffisant. Au contraire ce mode d'action devient un obstacle qui décourage de plus en plus les étudiants et vide les assemblées générales alors que l'année universitaire touche à sa fin...

Ces actions ponctuelles auraient pu être des étapes pour informer, argumenter, mobiliser et massifier la lutte. Aujourd'hui, notre lutte est non pas d'obtenir des moratoires de quelques semaines, quelques mois, mais bien de stopper le processus de fusion, et le processus de sélection en master dès la rentrée prochain. Il y a urgence !

Il nous faut pour cela unifier nos luttes et passer à une étape supérieure dans la mobilisation : la grève unitaire des personnels et des enseignants pour imposer un recul au gouvernement.

C'est la raison pour laquelle nous appelons toutes les directions des organisations syndicales de l'enseignement supérieur, entre autres FERC SUP CGT, SNES SUP FSU, SUD Education, à appeler à une journée de grève nationale dans toutes les universités contre la fusion et contre la

## Paris 3, un bilan d'étape

Par Griselda

Le jeudi 16 mars a été la dernière journée de mobilisation massive de Paris 3 contre la fusion.

Sur le parvis, une assemblée générale s'est tenue réunissant plus d'une centaine de personnes. La tribune était composée de militantes de Solidaires Etudiant-e-s Paris 3.

La victoire des travailleurs précaires pour le renouvellement de leurs contrats pendant un an a été salué par des applaudissements. Des débats ont eu lieu, avec des interventions d'étudiants et d'enseignants.

L'Assemblée Générale a ensuite voté la poursuite de la lutte contre la fusion, contre la sélection, et la participation au rassemblement qui avait lieu l'après-midi suivant.

Suite à cette Assemblée Générale, étudiants, personnels, et enseignants sont allés manifester.

Une partie des étudiants du collectif et plusieurs enseignants, mobilisés contre la fusion, est entrée dans les bureaux de la Sorbonne. Pour notre part, nous sommes restés à l'extérieur avec le reste des étudiants pour faire entendre notre voix dans un cortège combatif en chantant régulièrement des mots d'ordre et des slogans. « *de Toulouse à Paris, même fusion, même combat.* », « *c'est pas les facs qu'il faut fusionner, c'est les budgets qu'il faut augmenter* », ou encore « *pas facs d'élite, pas de facs* »

(suite p.6)

sélection. Il est plus que temps d'unifier les luttes.

# Marche pour la Justice et la Dignité, nous y étions !

**Par Loïc**

Le dimanche 19 mars a eu lieu la Marche pour la Justice et la Dignité. Chaque année cette manifestation nationale a lieu à Paris. Elle est organisée par les familles des victimes de la police et des associations.

Cette année plus de 25 000 personnes (selon les organisateurs) ont participé. Des délégations étaient venues de toute la France : Du Havre, Limoges, Toulon, Marseille, Aix...

L'appel « *Syndicalistes, nous marcherons le 19 mars* », signé par des militants CGT, SUD, et CNT est un élément très positif. En effet, trop longtemps, la lutte contre le racisme s'est organisée à la marge des organisations syndicales. Or cet appel nous montre que la jonction entre la lutte syndicale et la lutte anti-raciste doivent s'unifier.

Un autre élément positif est à signaler : des rassemblements en écho à cette

marche se sont également déroulés en province, organisés notamment par les syndicats. Par exemple à Perpignan, plus de 300 militants étaient présents.

Pour notre part, à la fac de Paris 3, nous avons aidé à la constitution du « **Comité de soutien #Justice pour Théo et tous les autres** ». (Voir *L'Internationaliste* n°173). Nous avons ainsi pu faire un cortège pendant la Marche. Celui-ci a permis aux étudiants qui étaient allés individuellement aux différents rassemblements pour Théo au mois de février, de manifester tous ensemble.

Le cortège a arboré fièrement une banderole sur laquelle on pouvait lire « Jeunes, travailleurs, de toutes les couleurs, unis contre le racisme ». Nous avons manifesté avec des camarades Comité de soutien aux Goodyear de Limoges, venus avec une délégation d'une quarantaine de personnes en car.

Le cortège était très combatif. Les slogans tels que « *Zyed, Bouna, Théo et Adama, on n'oublie pas, on pardonne pas* », « *Pas de justice, pas de paix* », « *Pour Théo et Adama, pas de permis de tuer, abrogation de la loi sécurité* » étaient très repris.

Depuis, le comité de soutien de Paris 3 continue de mobiliser. D'autant plus qu'un père de famille d'origine chinoise a été tué par la police le 26 mars, une semaine seulement après la Marche !

Le comité de Paris 3 participe également à la campagne d'amnistie pour les Goodyear et a fait parvenir au Président de la République une lettre ouverte demandant l'amnistie de tous les Goodyear, qui n'ont pas obtenu la relaxe le 11 janvier à Amiens.

La lutte contre le racisme et contre la répression des militants lutte de classes est plus que jamais d'actualité. Notre combat est le même. Le Comité de soutien de Paris 3

(suite de l'encadré p.5)

***poubelles, à bas, à bas, les facts concurrentielles.*** »

Puis nous sommes rentrés tous ensemble à l'Université de Censier, dans un cortège animé en continuant nos slogans et nos chants.

Depuis, des concerts, des scènes ouvertes ont eu lieu sur le parvis de l'Université sur Paris 3. Pour nous il s'agit de continuer la campagne d'information et de mobilisation sur les dernières semaines qui nous restent, pour préparer la rentrée de septembre, et notamment la lutte de tous les étudiants de L3 qui ne pourront pas s'inscrire en M1 en raison de la sélection.

#Justice pour Théo et tous les autres est signataire de l'appel pour le 1er tour social, et a participé à l'organisation du meeting de Paris 3 du 29 mars.



# Interview de Laura et Mélodie étudiantes en première année de LLCSE d'espagnol, militantes à Solidaires étudiant-e-s Paris 3

**Où en est la mobilisation contre la fusion à Paris 3 ?**

**Mélodie :** depuis septembre nous mobilisons fortement avec les tracts, et les affiches. Nous sommes présents à l'entrée, dans le hall des amphis. L'objectif est de pouvoir expliquer ce qu'est la fusion.

**Laura :** On se bat évidemment contre la fusion, mais également contre la sélection. On subit déjà les dégâts du système APB qui questionne notre inscription en première année à l'université. Si en plus, on a une deuxième sélection à l'entrée des masters, cela signifie que l'on réduit les effectifs, donc on va fabriquer une nouvelle élite, aussi bien en langue qu'en sciences.

On sait déjà qu'il va y avoir des places supprimées en LLCSE et LEA.

**Mélodie :** On remet en cause l'éducation universelle et gratuite pour tous, alors que nous on parle d'ouverture de l'université à chacun, quelque soit leur milieu social, quelque soit leur âge, leur nationalité, ou leur religion.

**Quelles suites avez-vous prévu ?**

**Laura :** Nous on propose de continuer à informer parce que beaucoup d'étudiants ne sont pas informés sur la fusion ou le sont mal. Ce travail de terrain est la base de notre façon de fonctionner et de notre syndicalisme.

**Mélodie :** L'attaque de terrain est essentielle car on se conforte à une désinformation perpétuelle et répétitive qui vient de l'administration pour nous faire accepter la fusion. Ce principe de revenir à l'information est la base pour avoir un vrai débat

démocratique.

**Vous êtes mobilisés sur la question de la fusion et vous participez au 1er tour social ? Pourquoi vous reconnaissez en tant que syndicalistes étudiantes dans cette initiative? Quelles activités avez-vous prévues ?**

**Laura :** Le calendrier prévu, c'est le 7 avril avec la

diffusion du documentaire *Liquidation* qui a été fait sur une base de problèmes syndicaux, celui de la fermeture de l'usine Goodyear à Amiens. Ensuite il y aura le meeting du jeudi 13 avril à la Bourse du travail de Paris, où on va rejoindre d'autres syndicalistes.

**Mélodie :** on peut

avoir au sein de notre université un ras le bol général, et ce ras le bol n'est pas présent que dans l'université. Il est présent partout en France. Le problème, c'est que l'on ne se reconnaît ni dans les candidats, ni dans les programmes.

On a l'impression de voter pour le moins pire et pas pour le meilleur candidat. Il y a une sorte de dégoût et de rejet de la « présidentielle ». Et le 22 avril, c'est justement la possibilité de pouvoir porter notre voix.

**Laura :** moi en tant que syndicaliste, le 1er tour social c'est très important car c'est une date nationale. Ceux qui sont en province vont monter à Paris, et on va se confronter à la politique. Il n'y a aujourd'hui aucune loi positive qui est faite pour la jeunesse aussi bien étudiante que salariale.

Il y a des répressions policières ou juridiques. Fillon est impuni face à des syndicalistes ouvriers qui défendent un droit : le droit de s'organiser en entreprise, le droit de manifester.



## De nouveaux élus dans les UFR et les départements à Paris 3

**Par Loïc et Keno**

Le 15 mars 2017, les élections d'UFR et de départements ont eu lieu. Solidaires Étudiant-e-s se présentait pour la première fois à ces élections. Malgré cela, ce syndicat avait plus de listes et plus de candidats que l'UNEF (14 contre 10) !

En effet, pour de nombreux étudiants, il apparaît maintenant clairement que l'UNEF n'a qu'une opposition de façade à la fusion, alors que Solidaires Étudiant-e-s est le seul syndicat à vraiment mobiliser, contre les deux faces de la même attaque que sont la fusion et la sélection en master 1.

C'est pourquoi de très nombreux étudiants et étudiantes ont rejoint les listes de ce syndicat, pour porter cette lutte dans toutes les instances de l'université.

Aujourd'hui, au niveau des départements, presque un élu sur deux (17/42) est un élu Solidaires ! Ceux-ci vont interpeller les autres élus étudiants, personnels et enseignants pour appeler à une journée de grève contre la fusion et contre la sélection.

Ceci nous montre qu'il faut continuer de faire grossir les rangs de ce syndicat. À Paris 3 comme ailleurs, aidons à construire des vrais syndicats, indépendants de l'État, du patronat, et des partis qui les représentent.

# Mélenchon veut-il sortir de l'Union Européenne ?

**Par Denis**

## Une Europe en Crise

Depuis la victoire du NON au Référendum sur la Constitution Européenne en mai 2005, un spectre hante les bourgeoisies du continent : celui de l'éclatement de l'UE. En effet, si le capitalisme garde une base nationale, les bourgeoisies européennes ont besoin de l'UE.

Les institutions européennes ont été créées par les bourgeoisies du continent pour mettre en concurrence les travailleurs via une politique de dumping social. Les capitalistes ont une parfaite conscience de la nécessité de cet outil. La classe ouvrière a aussi conscience que ces institutions servent à mettre en place une politique anti-ouvrière et anti-démocratique. À chaque fois qu'ils ont été consultés, les travailleurs d'Europe ont massivement rejeté l'UE.

De même, l'intense lutte des classes qui se développe à travers le continent, se fait contre les privatisations des services publics, contre l'austérité, contre la déréglementation de la législation du travail, contre la mise en concurrence des travailleurs, autant de mesures qui sont mises en place par les gouvernements respectifs via l'application des directives européennes.

Autrement dit, dans les luttes et dans les urnes les travailleurs rejettent déjà massivement l'UE et ses politiques. L'exemple le plus abouti de cette logique a été le vote des travailleurs britanniques en faveur du Brexit, avec le soutien de nombreux syndicats. En

Europe c'est donc la crise à tous les étages, et c'est la lutte des classes qui a mené à cette situation

Il est donc naturel que le positionnement à l'égard de l'UE soit une des questions centrales de la campagne actuelle à l'élection présidentielle. Dans ce qui est considéré par les médias comme la gauche du spectre politique, il y a plusieurs positions. B. Hamon se présente en « Européen convaincu » (c'est-à-dire en partisan inconditionnel de l'UE) et fait miroiter la vieille utopie réactionnaire de l'Europe sociale.

Lutte Ouvrière développe un projet déconnecté de la situation politique, en déclarant, en substance, que le problème n'est pas l'UE, mais le capitalisme. Le NPA se prononce pour une « autre Europe » tout en considérant que le Brexit a été un vote réactionnaire.

Mais le cas qui doit mériter notre attention est surtout celui de J.-L. Mélenchon et de la France Insoumise, en raison de l'écho qu'il rencontre chez une partie des travailleurs et des jeunes.

## Mélenchon et l'Union Européenne

Dans les médias, Jean-Luc Mélenchon est souvent présenté comme « eurosceptique ». Outre le fait que ce vocable journalistique a une connotation péjorative, est-il vrai que le candidat de la France Insoumise est pour la rupture avec l'UE, et quel est son projet politique sur cette question centrale ? La réalité est que Mélenchon entretient le flou sur ce thème.

Le candidat de la gauche radicale se prononce

contre l'austérité et pour une rupture avec l'UE par la gauche s'il n'était pas possible de la réformer. Se prononcer contre l'austérité implique des mesures politiques concrètes. Or à mesure que Mélenchon poursuit sa quête de respectabilité pour apparaître comme présidentiable, la critique de l'UE s'adoucit.

Désormais, il y a un plan A : une fois élu à l'Elysée, Mélenchon ira renégocier les traités européens avec les membres de l'UE. Mais négocier, quoi, avec qui, pour quoi faire ? Dans le chiffrage économique de son programme, le candidat de la France Insoumise prévoit un déficit public de 3,5 % du PIB, s'il est élu. On est là bien proche des fameux 3 %, et des considérations chères aux marchés financiers. Il ne serait donc plus question d'abroger le Traité de Maastricht, véritable arme de soumission des peuples d'Europe.

Admettons qu'il renégocie les autres traités : avec qui ? Avec tous les représentants bourgeois d'Europe qui ont affamé et jeté dans la misère de larges secteurs des peuples de Grèce, du Portugal, d'Espagne et d'Italie, mais aussi d'Europe de l'Est ? Mélenchon nous ressort là les vieilles lunes de l'Europe sociale, cette utopie réactionnaire que la social-démocratie a vendu à la classe ouvrière du continent pendant des décennies pour ensuite mieux l'attaquer.

Et si les représentants politiques des autres membres de l'UE refusent de négocier, comme ils l'ont fait avec la Grèce d'A. Tsipras ? Réponse de Mélenchon : ils ne voudront pas refuser parce la Grèce c'est 2 % du PIB de la Zone Euro,

tandis que la France c'est 18 %, sinon ce sera le plan B et la sortie unilatérale de la France et la refondation de l'Europe avec... qui voudra bien le suivre. Autrement dit, ils ne pourront pas refuser : cela signifie que la menace de la sortie de l'UE est un chantage pour la sauver.

Tout ce raisonnement est sous-tendu par l'idée de la défense des intérêts de la France, notamment contre ceux de l'Allemagne. S'agirait-il d'obliger l'Allemagne à renégocier le poids de la France au sein de l'UE, c'est-à-dire de ses parts de marché et donc, en définitive, des intérêts de sa bourgeoisie ?

Et c'est bien là toute l'ambiguïté de la position de Mélenchon : s'agit-il de défendre dans le cadre de l'Europe capitaliste « les intérêts de la France » où bien de se faire la voix des intérêts de la classe ouvrière de France, ce qui ne peut se faire qu'en lien avec la classe ouvrière de tout le continent et en rompant avec l'UE. Ce sont deux positions de classe inconciliables. Si Mélenchon est élu, il faudra trancher entre ces deux positions.

## Pour une Europe des travailleurs.

À travers toute l'Europe, les contre-réformes sont les mêmes et les outils qui permettent de les mettre en place sont les mêmes. Aujourd'hui plus que jamais, les travailleurs et les jeunes sont conscients de la nature réelle de l'UE. Ils le démontrent dans leurs luttes quotidiennes contre leurs gouvernements, contre leurs patrons.

Sous la pression des bases, il y a déjà eu des débuts

de jonction de la classe ouvrière au niveau du continent. En 2012, il y avait eu un appel à une journée de grève européenne. C'était un début encourageant mais la CES avait tout fait pour empêcher un succès plus important de cette grève.

Plus récemment, les travailleurs du nord de la France et les travailleurs belges, se battant contre des

contre-réformes similaires (Loi El Khomri en France, Loi Peeters en Belgique) avaient manifesté à plusieurs reprises à la frontière. Cette situation amène la nécessité d'unifier les mots d'ordre à travers le continent : Annulation de la dette, abrogation de tous les traités, rupture avec la CES.

À ces mots d'ordre ajoutons celui de États-Unis Socialistes d'Europe, qui pour

nous correspond à une Europe par et pour les travailleurs. C'est un « vieux » mot d'ordre que les marxistes révolutionnaires mettaient en avant contre leurs propres impérialismes en Europe. Cette perspective a été défendue par Marx, par Lénine, par Trotsky, entre autres.

Plus récemment, la LCR (ancêtre du NPA) et LO défendait ce mot d'ordre, certes

dans le cadre très policé des élections, mais ils le défendaient tout de même. Aujourd'hui, plus personne ne défend cette alternative d'Europe des travailleurs. Cela est d'autant plus paradoxal qu'aujourd'hui, plus encore qu'hier, les conditions sont réunies pour avancer une telle perspective. Elle est même la seule alternative de rupture réelle avec l'UE.

## 29 mars : un premier meeting étudiant pour préparer le premier tour social

Par Griselda

Le mercredi 29 mars s'est tenue la réunion publique du collectif des étudiants de Paris 3 pour préparer le premier tour social.

Cette réunion a joué un rôle très important dans la préparation du premier tour social, car il s'agissait du premier meeting étudiant depuis l'appel lancé le 16 février au théâtre de la Belle Etoile à Saint-Denis.

Une trentaine de personnes ont participé à cette réunion organisée à l'initiative de Solidaires Etudiant-e-s Paris 3 et du comité de soutien #Justice pour Théo et tous les Autres. Depuis la constitution du collectif le 1er mars 2017, un long travail d'information et d'affichage a été fait sur l'université.

### L'unité des travailleurs et des jeunes est vitale

La tribune était composée de Griselda, pour la CGT Educ' Action 93, de Laura pour Solidaires Etudiant-e-s Paris 3 et de Mickaël Wamen, ex-CGT Goodyear, à l'initiative de l'appel.

À l'image de la



commission exécutive du 14 mars de la CGT Educ' 93, la salle a observé une minute de silence en hommage à Edouard, délégué de Sud Rail qui a mis fin à ses jours le dimanche 12 mars, sous les pressions de sa hiérarchie. Toutes les personnes présentes, étudiants et ouvriers, étaient émues.

Dans son intervention, Mickaël Wamen, a raconté l'acharnement qu'avaient subi les syndicalistes de Goodyear.

La veille, un rassemblement avait lieu, devant le Tribunal de Versailles, auquel ont participé environ 150 personnes, pour soutenir Gaël Quirante, de SUD PTT 92, victime aujourd'hui de répression anti-

syndicale. Le militant a pris la parole, pour expliquer la situation dans son secteur.

Laura, militante à Solidaires Etudiant-e-s Paris 3, le premier tour social était « comme une évidence, comme une logique [...] depuis la loi El Khormi, et même avant, on voit que les directives politiques sont anti-jeunesse. ». Pour cette syndicaliste étudiante, l'unité entre les étudiants et les travailleurs fait peur « au gouvernement qui voit cette unité comme un danger », c'est pour cela qu'il faut « unifier les luttes, en priorité avec les ouvriers, car eux, détiennent un pouvoir énorme ».

Lors des débats, André, militant du GSI UIT-QI, a

salué le succès de la réunion car « on cherche à se lier aux luttes en cours, on cherche à faire un lien direct entre le monde étudiant et le monde du travail, lien qui a été rompu après la chute du mur de Berlin, où toute une série de théories sont arrivées qui ont rompu ce lien ».

Le camarade est également revenu sur « la base du syndicalisme étudiant, qui est celui qui se

*réclamait de la charte d'Amiens et qui définissait l'étudiant comme un travailleur en formation ».*

### Le premier tour social a déjà commencé !

Toutes les interventions des membres du collectif du premier tour social, sont revenues sur les enjeux de cette initiative. Le constat était le même : **le premier tour social a déjà commencé.**

Dans son intervention, la camarade Griselda est revenue sur la genèse de l'appel du 22 avril, en rappelant les premières initiatives unitaires qui s'étaient déroulées au mois de mars, en particulier le 7 mars, le 8 et la marche pour la justice et la dignité le

19 mars.

Mickaël Wamen a complété en évoquant la manifestation des pompiers, la mobilisation des ouvriers de l'énergie en grève tous les mardis, ou encore les travailleurs de Mc Donald's qui sont en train de s'organiser collectivement.

À la tribune, Laura a raconté tout le travail préparatoire d'agitation, d'explication et de discussion. « Nous avons fait de l'affichage

massif dans l'université et du tractage, nous sommes intervenus, dans les TD et les amphis et on en profite pour discuter avec les étudiants ».

En effet, il était important pour elle de poser « une perspective pour que les étudiants puissent se reconnaître dans le 22 avril, ce n'est pas seulement un mouvement fait par des organisations syndicales ouvrières, le 22 avril est aussi un mouvement étudiant »

Julien, lui aussi militant chez Solidaires Etudiant-e-s, a exprimé le même sentiment : « quand j'ai vu cet appel, j'étais super enthousiaste. C'est le fruit d'une expérience avec la loi El Khormi, c'est le fruit d'une unité voulue à travers les luttes qu'on mène tous au quotidien. »

Pour Antoine, membre du comité #Justice pour Théo et tous les autres, employé chez Alstom, et syndiqué à la CGT-Intérim : « il y a une attente des jeunes et des travailleurs. [...] La plupart autour de moi vont s'abstenir, mais nous avons ensemble des discussions très politiques. [...] Le premier tour social doit être une réussite, tout simplement parce qu'on n'a pas le choix ! »

## Quelles conclusions ?

C'est la raison pour laquelle, il nous semblait fondamental non seulement d'apporter tout notre soutien au

des victoires partielles, on a pu repousser d'un an le non-renouvellement de 30% de personnels précaires sur l'université. [...] oui en se mobilisant on peut gagner trois

La loi travail est une loi européenne, avec son équivalent qu'est la loi Peeters, en Belgique. Il est clair désormais qu'il n'y a aucune solution pour les peuples d'Europe dans le cadre de l'Union Européenne. Et le Brexit a été salué à la tribune comme une victoire pour les travailleurs et les jeunes en Angleterre.

Le meeting s'est conclu sur les futures activités organisées. Ainsi,



peuple guyanais, mais également de remettre au cœur du débat la véritable radicalité : la grève générale et la force du mouvement ouvrier, le seul à même d'imposer un rapport de force face au patronat ou au gouvernement.

Cette initiative est un point d'appui pour construire l'unité d'action autour de revendications concrètes : abrogation de la loi travail, levée immédiate de l'état d'urgence, et relaxe de tous les inculpés.

Comme l'expliquait Mickaël Wamen dans son intervention : « ce qu'on fait le 22 avril, c'est porter notre programme. On sait qu'on aura des victoires symboliques dans quelques endroits, mais quand il y a 6 millions de chômeurs en France, ce n'est pas suffisant ! »

Comme l'expliquait Laura au sujet de la fusion des universités, on a conscience qu'il s'agit d'« une bataille de longue haleine, sinon après les blocages, AG, re-blocages, on serait démoralisés ».

C'est la raison pour laquelle, Loïc, militant à Solidaires Etudiant-e-s, a expliqué « dans les facs, on a

semaines, on peut gagner un an, mais ça ne suffit pas, il faut qu'on mette un terme à ce processus de fusion et de sélection. C'est pour cela qu'on interpelle les directions des syndicats pour qu'ils appellent enfin à la grève contre la fusion ! »

Les débats ont été très riches, et nous avons pu aborder également d'autres éléments centraux des luttes à venir : la rupture avec la CES et l'annulation de la dette.

une projection du film Liquidation, réalisé par Mourad Laffite et Laurence Karsznia militants d'Info Com' CGT, sera organisée par le collectif le vendredi 7 avril à la Cinémathèque de Paris 3 Censier.

Puis il s'agira ensuite de préparer le meeting d'Île-de-France qui se déroulera à la Bourse du Travail de Paris le jeudi 13 avril à 19h.

Paris, le 3 avril 2017



## Adresse aux directions syndicales du collectif de Paris 3 pour le premier tour social

# Urgence dans les universités : les directions syndicales doivent appeler à la grève

Les universités publiques sont en train d'être mises à mort par le processus de fusion et par la loi sur la sélection. Il s'agit du même processus que dans les hôpitaux ou à la Poste.

La suite logique de la fusion des universités et de leur destruction, c'est la mise en place de la sélection à l'entrée du Master 1 (bac+4). Si cette attaque passe, à la rentrée 2017 des milliers d'étudiants, pourtant diplômés d'un bac+3, ne pourront pas continuer leurs études !

Parce que les universités doivent devenir rentables et à terme générer du profit, tout ce qui est jugé non-rentable est détruit, et les personnels et enseignants de l'université sont licenciés, précarisés, ou pressurisés.

Ainsi, la fusion des universités, la sélection des universités, la précarisation des personnels et enseignants, c'est la même attaque.

Contre ces attaques, les étudiants et travailleurs des différentes universités en France sont particulièrement mobilisés depuis la rentrée de septembre.

L'année scolaire a ainsi commencé par la grève des travailleurs du département de psychologie à la fac du Mirail à Toulouse. Dans cette fac, les AG ont réuni jusqu'à 500 personnes.

De très nombreuses universités se sont mobilisées cette année et sont toujours en lutte : Caen, Rouen, Montpellier, Dijon, Toulouse... ainsi que les différentes facs parisiennes (Sorbonne

Nouvelle, Jussieu, Sorbonne, Diderot, Nanterre...).

Par la mobilisation, dans certaines universités, nous avons pu obtenir des victoires : À Dijon, des mois de luttes ont permis que les cursus de latin et musicologie ne soient pas fermés. À Toulouse, le CA qui devait voter la sélection en master a pu être reporté de quelques semaines. À Paris 7, le CA qui devait acter la fusion a également été empêché par des centaines d'étudiants et de travailleurs. Il a été reporté de plusieurs semaines. À Paris 3, nous avons pu bloquer un CA et nous avons réussi à repousser d'un an le non-renouvellement de près d'un tiers des travailleurs de l'université.

Dans certaines facs, on obtient donc des victoires, mais

qui ne sont que temporaires, locales. Alors que nous nous mobilisons tous contre le même processus national, cadré par la loi Fioraso de 2013 et la loi sur la sélection de décembre 2016.

Nous appelons les directions syndicales du SNESUP, de la CGT FERCSUP, du SNPREEES - FO, de Sud Éducation à prendre leurs responsabilités :

Il y a urgence à unifier nos luttes, qui aujourd'hui sont dispersées, pour leur donner une ampleur nationale.

Il y a donc urgence à appeler à une journée de grève nationale dans les universités, pour aller vers un mouvement d'ampleur.

*Paris, le 29 mars 2017*

## Communiqué du collectif de Paris 3 pour le premier tour social

# Solidarité avec le peuple de Guyane

Depuis le lundi 27 mars, une grève générale illimitée a commencé en Guyane. Elle a été appelée par l'UTG (Union des Travailleurs Guyanais) qui regroupe 37 syndicats et le collectif « *Pou la Guian dékolé* » ( pour que la Guyane décolle ).

Ils exigent la venue de François Hollande et refusent tout dialogue avec les « équipes ministérielles » soit-disant expertes de la question guyanaise.

Les manifestations massives et les grèves dans des secteurs stratégiques ont étendu le mouvement de colère à l'ensemble du peuple guyanais : écoles et boutique fermées, barrages routiers, aéroports et ports bloqués mais également

pêcheurs, agriculteurs sont actuellement mobilisés !

L'unité et la détermination de la grève générale a contraint ArianeSpace à ajourner le lancement de la fusée Ariane 5, vitrine de la puissance économique de la France dans la région.

Ce « département » français, compte un taux de chômage évalué au bas mot à 22 % de la population en 2015 par l'INSEE. La pauvreté affecte près de 44,3 % de la population contre 14 % en France !

Le système de santé et d'éducation sont défailants faute de financement, pendant qu'un quart de la population n'a pas accès à l'eau potable et à

l'électricité.

Pauvreté généralisée, destruction des services publics, remise en cause des prestations sociales sont les dégâts causés par les politiques de décentralisation menées dans les départements et les régions.

Le collectif des étudiants de Paris 3 pour le 1er tour social apporte tout son soutien au peuple guyanais.

Nous nous reconnaissons dans leur combat pour défendre une éducation de qualité ouverte à tous exigeant la construction de 5 lycées, 10 collèges, 500 classes de primaires, et la création de postes à hauteur des besoins.

De même nous nous reconnaissons dans la

mobilisation du centre médical hospitalier de Kourou (CMHK) qui se bat contre le projet de privatisation de leur hôpital en faveur d'un grand groupe américain, exigeant la transformation du centre en un établissement de santé publique !

Les travailleurs et le peuple guyanais nous montrent l'exemple, et nous indiquent le chemin à suivre.

L'unité autour des revendications, les manifestations et la grève générale illimitée imposent un rapport de force au gouvernement afin de satisfaire toutes les revendications.

*Paris, le 29 mars 2017*

# Cent ans de la Révolution Russe (3) Les tâches du prolétariat dans la présente révolution

Par Jean-Louis

Le 3 avril, Lénine est de retour à Pétersbourg. Il revient de son exil en Suisse (voir l'encadré). Comme l'écrit Trotsky « *le premier mois de la révolution avait été, pour le bolchevisme, un temps de désarroi et de tergiversations* »<sup>(1)</sup> Dès son arrivée, Lénine part à l'offensive pour réarmer le parti. Il compte bien tirer toutes les conséquences pratiques de l'analyse qu'il a livrée dans « l'impérialisme stade suprême du capitalisme », l'heure n'est plus à la révolution démocratique bourgeoise, la bourgeoisie elle-même y est opposée, l'heure est à la révolution socialiste.

Lénine sait qu'une lutte à mort est engagée en Russie entre les soviets et le gouvernement provisoire, la situation de double pouvoir devra s'achever par la défaite de l'un ou de l'autre. Il y a urgence : ou la révolution avance ou elle périra.

Il présente un document en rupture avec le « vieux programme » : ce sont les thèses d'avril qui s'intitulent en réalité « les tâches du prolétariat dans la présente révolution »<sup>(2)</sup> En 10 points, il s'oppose à la poursuite de la guerre, appelle à n'apporter aucun soutien au gouvernement provisoire, démontre que la poursuite de la révolution impose le passage de tout le pouvoir aux soviets, développe un programme de nationalisations et une réforme agraire dont le but est d'abattre le capitalisme. Dans ce but il expose ce que sont selon lui les tâches qui incombent au parti et appelle à la création d'une

troisième internationale.

Lénine expose clairement que la fraction bolchevique du POSdR doit se transformer en Parti Communiste et que la gauche zimmerwaldienne doit rompre à l'échelle internationale avec le centre c'est-à-dire se séparer définitivement des social-patriotes. De fait, il s'oppose à



Staline qui s'est exprimé dans le sens contraire publiquement dans les colonnes de la Pravda !

Lénine va donc devoir se battre avec acharnement pour convaincre ses camarades que désormais le prolétariat doit travailler à la prise du pouvoir, à la révolution prolétarienne. Il reconnaît que la position des bolcheviks est minoritaire et qu'il faut travailler à gagner la majorité des ouvriers, des soldats et des paysans qui, pour l'instant, se rallient au jusqu'aboutisme révolutionnaire.

Aussi : « *Étant donné l'indéniable bonne foi des larges couches de la masse des partisans du jusqu'aboutisme révolutionnaire qui n'admettent la guerre que par nécessité et non en vue de conquêtes, et étant donné qu'elles sont trompées par la bourgeoisie, il*

*importe de les éclairer sur leur erreur avec une persévérance, une patience et un soin tout particuliers, de leur expliquer qu'il existe un lien indissoluble entre le Capital et la guerre impérialiste, de leur démontrer qu'il est impossible de terminer la guerre par une paix vraiment démocratique et non imposée par la violence, sans renverser*

*le Capital. Organisation de la propagande la plus large de cette façon de voir dans l'armée combattante. Fraternisation.* » (Lénine – Œuvres – Tome 24, page 12 – ES Paris)

Lénine polémique également de façon décisive avec le gouvernement provisoire et les mencheviks qui l'accusent de ne pas vouloir la réunion d'une assemblée constituante, alors qu'au contraire il les somme de la réunir au plus vite et d'en fixer la date. Ce que gouvernement et mencheviks refusent de faire. Selon ces derniers il faut d'abord terminer, et gagner la guerre !

En quelques semaines, Lénine va remporter cette bataille pour réarmer le parti, d'ailleurs le 18 avril, en réponse à une manifestation-provocation organisée par le KD Milioukov, ministre des

## Comment nous sommes venus

Dans le précédent article de cette série, paru dans l'Internationaliste n°173, il est question du retour des « députés » et les exilés. Le lecteur aura compris qu'il s'agit du retour des déportés et des exilés : regrettable coquille. Cependant, si le retour des déportés est relativement aisé dès lors que la monarchie s'est effondrée, il en va tout autrement des exilés qui se heurtent au refus des « alliés » de la Russie, Angleterre en tête, et du « gouvernement provisoire » qui ne répond à aucune sollicitation pendant deux semaines.

L'idée vient de Martov, dirigeant menchevik, qui propose de s'adresser à l'Allemagne, laquelle accepterait de laisser passer les exilés russes en échange de la libération de prisonniers allemands et autrichiens. Cette solution est mise en œuvre par social-démocrate suisse F. Platten. Il accompagne le convoi qui bénéficie d'un statut extraterritorialité, jusqu'à la frontière russe. Ainsi, ce sont 32 dirigeants mencheviks, bundistes, SR et bolcheviks, dont Lénine, qui regagnent la Russie.

Lénine décrit très précisément cet épisode dans un article du 4 avril 1917 intitulé « Comment nous sommes venus », pourtant un siècle après, la réaction ressasse ce qu'elle appelle l'épisode du « wagon plombé » et calomnie Lénine présenté par elle comme un homme assoiffé de pouvoir à la solde du Kaiser : une falsification historique très en vogue semble-t-il jusque dans « nos » universités.

affaires étrangères du gouvernement provisoire, manifestation exigeant la poursuite de la guerre au moment même où celui-ci fait parvenir aux gouvernements alliés une note dans laquelle il promet que la Russie continuera la guerre « jusqu'à la victoire finale ».

La réponse vient de la rue, des soldats (25 à 30 mille) et des ouvriers qui marchent en direction du siège du gouvernement provisoire.

Quelques jours plus tard, ils sont encore plus nombreux, à l'appel des bolcheviks portant ainsi à un plus haut degré la crise du gouvernement provisoire et mettant le comité exécutif du soviet de Pétersbourg directement aux prises avec une réalité qu'il cherche à fuir : la parole de Lénine a porté ; lui qu'ils voyaient entièrement isolé au soir du 3 avril est désormais, avec ses camarades et avec les ouvriers avancés, aux avant-

postes du combat.

La tentative des KD de briser la révolution par la force en cherchant à abattre le soviet de Pétersbourg, avec Kornilov déjà, organisant une manifestation des forces de la réaction, va échouer. Le comité exécutif du soviet de Pétersbourg se verra contraint de signer cet ordre aux soldats : « *Sauf appel du comité exécutif en ces jours de perturbation, ne sortez pas dans la rue avec les armes à la main. Seul le Comité*

*Exécutif détient le droit de disposer de vous* »<sup>(3)</sup>. Seul le Comité, et non plus le gouvernement provisoire !

1. Histoire de la révolution russe – février, p. 331 (Ed. Du Seuil, Paris 1950)

2. Quelques semaines plus tard Lénine rédige une nouvelle brochure sous le même titre qui est une version plus argumentée plus développée du texte présenté à son retour de Suisse.

3. Trotsky Ibidem, p. 383

## Turquie : Pour la victoire du NON au référendum sur la réforme constitutionnelle

### Déclaration de l'Unité Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale

Le 16 avril prochain, un référendum impulsé par le président Erdogan, aura lieu en Turquie à propos de la constitution. Avec la réforme présidentielle, le premier ministre disparaît et c'est le président de la république qui concentre le pouvoir exécutif.

Il pourra aussi intervenir dans l'élection du pouvoir judiciaire. Le mandat législatif passe à 5 ans (contre 4 jusqu'alors), et coïncide avec le mandat présidentiel. Le nombre de députés passe à 600 (50 de plus). En résumé, Erdogan cherche à concentrer tous les pouvoirs pour rester à la tête de l'état.

Le référendum est convoqué en période d'état d'exception et d'une réduction brutale des libertés démocratiques. Erdogan profite de l'échec du coup d'état de juillet dernier pour lancer une terrible offensive qui lui permettra de faire passer la réforme constitutionnelle.

Il compte pour cela sur le soutien du MHP (Parti de l'Action Nationaliste) d'extrême-droite. Il gouverne à coup de lois-décrets pour annuler et réprimer toute

opposition : des dizaines de milliers d'emprisonnements et d'arrestations, plus de 100 000 licenciements, des centaines de médias et associations fermés.

Il a interdit la grève de la métallurgie et a réprimé les travailleurs et travailleuses syndiqués. Il a déclenché une

attaqué les droits des femmes.

Le durcissement du régime que veut imposer le Gouvernement s'inscrit dans la lutte entre révolution et contre-révolution que vit la région depuis 2011 avec le début de la révolution en Tunisie et qui a eu son expression en Turquie

fin des licenciements contre les syndicalistes et leur réintégration dans leurs entreprises. C'est défendre les droits des femmes.

Le durcissement du caractère bonapartiste et dictatorial du régime vise à imposer de dures mesures

contre les travailleurs et travailleuses turcs dans le cadre de la crise capitaliste qui s'est aggravée en Turquie, avec la croissance du chômage, la baisse des salaires et l'augmentation de la surexploitation, et l'augmentation accélérée de la dette, dette qui est issue de la politique d'ajustements et de coupes dans les services publics.

C'est pour cela que la lutte pour le non au référendum est un appel



Manifestation en Turquie pour le Non au référendum

guerre brutale au Kurdistan, qui a fait des centaines de morts, des milliers de blessés et de réfugiés.

Il a dissolu 10 gouvernements municipaux, il a fait arrêter 12 députés du HDP (Parti de la Démocratie du Peuple, alliance pro kurde) et des dizaines de maires et conseillers municipaux. Il est intervenu militairement au nord de la Syrie et il a constamment

dans les mobilisations du Parc Gezi en 2013.

La lutte pour le Non au référendum est un appel à redoubler la lutte pour la défense des libertés démocratiques. C'est exiger la fin immédiate de l'état d'urgence, de la répression et du gouvernement par décret.

C'est exiger la liberté des militants kurdes et de la gauche turque emprisonnée, la

à la mobilisation de la classe ouvrière en défense du travail et des salaires, en défense du droit grève et de la syndicalisation. Contre les ajustements et pour la non paiement de la dette.

De même, la militarisation et l'état policier qu'Erdogan veut mettre en place est aussi au service de l'oppression du peuple kurde, de la politique de terre brûlée.

C'est pour cela que l'appel pour en finir avec les plans d'Erdogan est aussi un appel à la rébellion des peuples, à en finir avec la guerre au Kurdistan, à exiger le retrait des troupes turques de Syrie et à conquérir le droit à l'auto-détermination du peuple kurde.

C'est pour tout cela que l'Unité Internationale des

Travailleurs – Quatrième Internationale (UIT-QI) appelle à soutenir le vote Non au referendum et à la solidarité internationale avec les travailleurs et travailleuses et les peuples de Turquie et appelle à mettre en échec les plans d'Erdogan.

**NON à Erdogan. Levée de l'état d'urgence et fin du gouvernement par décret-loi.**

**Liberté pour les dirigeants du HDP, pour les combattant kurdes et pour la gauche turque emprisonnée.**

**NON aux interdictions de grèves. Droit à la**

**syndicalisation. Réintégration de tous les travailleurs licenciés.**

**Retrait des troupes du Kurdistan et de Syrie. Le 16 avril nous appelons à voter NON au referendum**

28 mars 2017

## Venezuela : nous rejetons les jugements du Tribunal Suprême de Justice qui restreignent davantage les libertés démocratiques

**Déclaration du Parti Socialisme et Liberté (PSL)**

**section vénézuélienne de l'Unité Internationale des travailleurs - Quatrième Internationale**

Ces deux derniers jours le Tribunal Suprême de Justice (TSJ) a de nouveau porté des coups antidémocratiques, en accentuant la restriction des libertés démocratiques du gouvernement de Nicolás Maduro.

Avec les décisions du TSJ, le gouvernement dissout de fait l'Assemblée Nationale dans la mesure où il formalise la suppression de ses attributions constitutionnelles et lève l'immunité aux parlementaires, en les laissant sans la juridiction correspondante et en les laissant à la merci des décisions arbitraires du gouvernement et du TSJ.

Le Parti Socialisme et Liberté (PSL) rejette catégoriquement toutes ces actions qui démontrent que le gouvernement de Maduro devient un régime semi-dictatorial. Un gouvernement autoritaire basé sur le soutien des Forces Armées, des organismes de sécurité, et soutenu par de vastes secteurs patronaux, par les banquiers, par les transnationales pétrolières et la bureaucratie



appelle les Opérations de Libération Humaniste du Peuple (OLHP), une opération criminelle avec laquelle il a organisé plusieurs massacres de personnes innocentes et sans casier judiciaire. Le Commando Anti-Coup d'État a été formé, commando qui a de nouveau arrêté plusieurs députés et dirigeants politiques de l'opposition bourgeoise rassemblés dans la MUD.

syndicale.

Le PSL rejette cette nouvelle attaque aux libertés et adopte une position conséquente de gauche et de défense des droits des travailleurs. Nous ne reconnaissons pas ce gouvernement comme un gouvernement socialiste. Maduro est en train d'affamer le peuple travailleur en signant des accords avec le patronat et les transnationales.

Nous n'accordons pas non plus notre confiance à la MUD (ndrl : Table nationale d'Unité Démocratique, organisation d'opposition réactionnaire contre Chavez, puis Maduro) . Notre rejet de la dissolution de l'Assemblée Nationale n'est pas un soutien

politique à la MUD mais le rejet d'une action antidémocratique contre la volonté du peuple qui s'est exprimée lors des élections du 6 décembre 2015.

Nous ne nous faisons aucune illusion concernant la MUD, l'opposition patronale et pro-imperialiste, qui est aussi responsable des maux qui touchent tous les Vénézuéliens. Elle veut seulement être le successeur de Maduro à Miraflores, s'approprier les revenus pétroliers et continuer la politique d'ajustement contre les travailleurs.

Les mesures du TSJ sont la continuité des restrictions antidémocratiques du gouvernement Maduro, lequel orchestre ce qu'on

Le gouvernement refuse d'organiser des élections régionales et municipales, ou des élections syndicales, le cas le plus emblématique étant celui de la fédération syndicale pétrolière, Futpv. Et l'année passée le gouvernement a tout fait pour éviter de convoquer le referendum de révocation, sollicité par un important secteur de la population.

Tandis que le gouvernement Maduro montre son visage le plus antidémocratique, il avance dans des accords économiques avec le patronat dans le cadre du Conseil National de l'Économie Productive, et plus récemment, dans l'Expo Feria Venezuela Potencia 2017, où il a accordé plus de 45 millions

de dollars à des entreprises nationales et transnationales. D'autre part, il a livré l'exploitation minière de l'Orinoco, et paye ponctuellement la dette externe à la banque internationale. Cette année il s'est engagé à payer 17 milliards de dollars, et en 2016 il a payé 18 milliards.

Il est évident que le gouvernement, avec cette offensive totalitaire cherche à ouvrir le chemin pour continuer à appliquer le programme brutal d'ajustement avec lequel il fait payer au peuple travailleur le coût de la crise, et continue à livrer nos richesses minières et pétrolières aux transnationales par le biais des sociétés mixtes.

De même, le gouvernement cherche à se maintenir au pouvoir. Il ne faut pas s'étonner qu'il se prépare à déclarer l'état d'exception pour suspendre toutes les élections, y compris les présidentielles de 2018, et prendre des actions plus radicales contre les députés, contre l'ensemble du mouvement des masses et des secteurs qui sont mobilisés pour leurs droits, et contre ceux qui s'opposent au gouvernement.

Notre organisation rejette tout type d'ingérence de l'OEA (Organisation des Etats Américains), dans des affaires qui doivent être résolues par les Vénézuéliens. Nous nous opposons à la mise en place de

la charte Démocratique, parce qu'elle représente l'ingérence de forces et d'intérêts impérialistes sur notre souveraineté, c'est pourquoi nous appelons à l'organisation d'élections.

Nous rejetons ce gouvernement répressif qui nous affame, qui a seulement semé la misère chez le peuple travailleur et se vante d'avoir livré nos ressources pétrolières ainsi que l'exploitation minière de l'Orinoco. Il faut sortir de ce gouvernement dès maintenant.

En ce sens, la solution stratégique est un Gouvernement des Travailleurs et du Peuple qui mette fin à la débâcle sociale et politique que nous vivons. C'est en ce sens

que nous devons combattre pour la défense des libertés en exigeant une convocation immédiate à l'élection d'une Assemblée Constitutive Libre et Souveraine où le peuple travailleur peut décider de tout.

Le PSL appelle la Plate-forme en Défense de la Constitution, la Plate-forme du Peuple en Lutte et du Chavisme Critique, à Marea Socialista, et tous les secteurs démocratiques, les syndicats, les organisations populaires, paysannes et étudiantes à nous mobiliser et nous prononcer dans l'unité contre ces mesures, avant que le gouvernement Maduro ne liquide toutes les libertés démocratiques.

## Quel avenir pour la Guyane « française » ?

Par Jean-Louis

Cette possession coloniale de l'impérialisme français en Amérique du Sud représente environs 15 % de la superficie de « la métropole », peuplée de 250 mille habitants en 2014 (contre 115 mille en 1990 ou seulement 28 mille en 1954 !). Même avec une croissance démographique autour de 3 % par an, c'est un quasi désert avec 3 habitants au kilomètre carré. Quatre-vingt-dix-huit pourcent du territoire est occupé par la forêt équatoriale.

Elle est peuplée essentiellement de colons européens, dont quelques descendants de déportés du bagne, de populations amérindiennes d'Amazonie, d'immigrants venus du Brésil, du Suriname du Guyana ou d'Haïti. Des Martiniquais et des Guadeloupéens s'y sont également installés récemment, sans oublier des Hmongs, originaires de la Chine du sud,



du nord du Vietnam ou du Laos, implantés par le gouvernement Giscard-Chirac au milieu des années 70.

Pour l'impérialisme français, c'est un enjeu déterminant avec un sous-sol riche en divers minerais et de potentielles réserves pétrolières, y compris en mer. C'est un lieu stratégique avec l'implantation du centre spatial guyanais (CSG). Un peu comme la Corse, la Guyane est dotée d'une assemblée née de la fusion du conseil général et du conseil régional c'est la plus

grande des « régions ultra périphériques » de l'UE.

Cependant, malgré les mobilisations de 2009, la situation s'est dégradée avec un chômage officiel double de celui de la « métropole » et presque tout est plus cher à commencer par l'alimentation et l'électroménager car l'essentiel de l'économie est contrôlée par les importateurs. Un véritable sabotage des services publics notamment celui de l'éducation et de la santé a fini de mettre le feu aux poudres.

La décentralisation dans ses vagues successives a mis chaque région, chaque département, chaque commune devant sa richesse ou sa pauvreté or, en Guyane, la scolarité obligatoire de 6 à 16 ans n'est pas possible du simple fait que les communes n'ont pas les moyens de construire des écoles primaires. Des milliers d'enfants ne sont pas scolarisés car l'État a fait le choix de ne pas donner à la Guyane les moyens de respecter l'obligation.

Peut-être certains escomptent-ils que le développement de l'enseignement privé confessionnel palliera cette déficience publique car, là-bas, la loi de 1905 ne s'applique pas et l'ordonnance royale de 1828 (Charles X !), complétée par les décrets Mandel de 1939 assure le financement des cultes sur fonds publics !

Les infrastructures hospitalières font également défaut de même que le réseau

roucier qui n'a connu qu'un seul véritable investissement en 30 ans : le pont sur l'Oyapock, entre Guyane et Brésil, achevé en 2011, qui n'est toujours pas ouvert à la circulation... Aussi, les guyanais sont excédés de vivre dans un endroit où l'on tire des fusées dont le coût est exprimé en milliards qui

sans réel espoir de retour ?

C'est une situation qui génère une criminalité de plus en plus importante avec 38 homicides en 2015 et 42 en 2016. C'est ce qui a pu provoquer une réaction, les « 500 frères » qui ressemble (toute proportion gardée) à la formation de comités d'auto-

collectifs qui représentent l'ensemble de la Guyane.

Pour en arriver là, il aura fallu le blocage des carrefours les plus importants, de l'aéroport de Cayenne et du CSG ! Y compris l'occupation de ce dernier et aussi la crainte de l'extension de ce mouvement en Guadeloupe, à

l'indépendance et c'est parfaitement légitime. Comme marxistes nous soutenons le droit des nations à disposer d'elles-mêmes et, en conséquence il ne nous appartient pas de nous prononcer à la place des guyanais, mais s'ils se déterminent clairement dans



tombent dans les caisses des grandes entreprises capitalistes alors qu'eux-mêmes sont si démunis dans tous les domaines.

Par ailleurs, la Guyane n'est pas isolée. À l'ouest, le Suriname ; au sud et à l'est, le Brésil - avec 750 kilomètres, c'est la plus grande frontière terrestre « française » - elle baigne dans un océan de pauvreté qui génère nombre d'activités clandestines (pêche, orpillage, prostitution, stupéfiants) qui sont aux mains de réseaux criminels qui exploitent en Guyane des quasi-esclaves originaires des pays voisins : combien d'orpailleurs clandestins ne rêvent que de repartir mais

défense populaire au Mexique contre les cartels. En effet, tout est organisé autour de la sécurité du CSG avec une présence policière et militaire conséquente. Près de 3000 hommes, dont un régiment de la Légion étrangère et un détachement des pompiers de Paris, affecté exclusivement au CSG.

Depuis 2009, les ingrédients d'une nouvelle explosion n'ont fait que s'accumuler débouchant sur la situation actuelle. Le gouvernement Hollande-Cazeneuve, en fin de mandat et en pleine élection présidentielle (du jamais vu !), s'est trouvé contraint d'envoyer deux ministres négocier avec des

la Martinique, à la Réunion ou à Mayotte.

Le gouvernement a cependant cru pouvoir s'en tirer avec 1 milliard d'euros alors que la satisfaction des revendications de l'ensemble des collectifs coûterait, selon ces derniers, 2,5 milliards, arguant qu'il ne veut pas laisser à son successeur un engagement qu'il ne pourrait pas tenir ! C'est un message adressé aux capitalistes, à leurs institutions, à commencer par celles de l'Union Européenne : quoi qu'il arrive, les objectifs du TSCG, (la baisse du déficit) seront maintenus.

À ce stade, le peuple guyanais se pose de plus en plus ouvertement la question de

cette direction nous leur apporterons tout notre soutien.

Mais nous le ferons en marxistes en leur disant que le capitalisme étant un mode de production basé sur l'exploitation et l'oppression, ils ne pourront se libérer de l'exploitation et de l'oppression, ils ne pourront être pleinement indépendants, qu'en combattant pour le renversement du capitalisme et l'édification d'un autre mode de production basé sur la propriété collective des moyens de production et d'échange : le socialisme.

Paris le 7 avril 2017

## Je m'abonne à *L'Internationaliste*

Abonnement à partir du n° ..... Renouvellement

Nom ..... Adresse ..... Code postale .....

Prénom ..... Ville ..... Signature :

Tarifs : Pour 6 numéros, 12 € (16 € en soutien) ou pour 12 € numéros, 24 € (30 € en soutien).

bulletin à renvoyer à : A.P.L.I.D.O c/o AGECA service boîte postale 177 rue de Charonne 75011 Paris.